



## Édition abonnés mardi 16 juin 2009

### Perpignan

#### Critiques sur les miettes lâchées aux producteurs

**Lors de la récente session de la Chambre d'Agriculture, les responsables présents ont dénoncé la faiblesse des subventions attribuées par la Politique Agricole Commune aux productions locales.**



A l'origine, il devait s'agir d'une sage restitution des aides consenties par la Politique agricole commune (PAC) aux productions méditerranéennes. Et, ce, au travers du redéploiement des enveloppes réservées d'ordinaire majoritairement au secteur des grandes cultures. La France recevant, pour le premier pilier de la PAC, quelque 8 milliards d'euros de l'Union européenne, dont 1,4 devant être dirigé vers les secteurs viticoles, fruitiers ou légumiers, exceptionnellement concernés par ce type de soutien.

Claire Sarda Vergés, responsable d'Europe Direct et Gérard Chevalier, pour la Direction départementale de l'Agriculture et de l'Équipement, se sont vus confier la présentation des articles issus du bilan de santé de la PAC indiquant les montants par filières et les conditions d'attributions.

Confrontée à une avalanche de sigles et de sommes déclinées par secteurs au sein d'innombrables tiroirs, l'assistance avait tendance à sombrer dans la quiétude de ces fins d'après-midi qui en disent long sur la passion de l'auditoire et sur la teneur des débats. Quand, tout à coup, il fut question au détour d'une énième mesure, des Droits à paiement unique concernant les arrachages viticoles et les contrôles qui iront avec. Des droits qui passent de 48 à 250 euros par hectare. Pas de quoi fouetter un chat, puisque seulement 10 % des personnes pouvant prétendre à cette mesure se sont manifestées. Mais vraisemblablement de quoi susciter un certain émoi dans l'assistance.

#### **Des contrôles très décriés**

Et c'est Claude Vassail qui ouvre pour ainsi dire le bal : *"Je ne suis pas viticultrice, mais annoncer des contrôles dans un département qui ne va presque rien percevoir, c'est quand même gonflé"*. Dans la foulée, Philippe Maydat, pour la Coordination rurale, enchaîne : *"Il y aura bientôt moins de paysans que de personnes pour les contrôler"*. Et Jacques Radondy, président des caves coopératives de surenchérir : *"On contrôle les gens qui travaillent et on a tendance à oublier celui qui a volé douze millions d'euro à la viticulture"*.

De là à ce que le débat ne dérape sur la polémique concernant les forages, il n'y avait qu'un pas et c'est Claude Jorda, président de la Fédération des exploitants agricoles, qui le franchit : *"En parlant de contrôles, je tiens à préciser que ceux qui s'effectuent pour les forages se font avec un garde du corps"*.

L'administration ne démentant pas, Claire Sarda Vergés embraye sur l'assurance récolte, autre enveloppe intervenant pour le secteur des fruits et légumes qui, précise-t-elle, risque d'être, si la profession n'y prend pas garde, récupérée par celui des grandes cultures.

#### **"Il faut rester mobilisés"**

Une mesure, dont le taux de subvention atteindrait 70 %, à laquelle doivent souscrire dans l'urgence les arboriculteurs. Là encore, le sujet fait débat autour d'un manque de communication dénoncé par Roger Majoral qui en appelle à la mobilisation, comme il réitère son inquiétude pour le problème des forages : *"Je souhaite que la Chambre d'Agriculture s'implique sur la question des forages car, dans la nature, c'est en train de prendre une tournure particulière"*. Michel Guallar, président de la Chambre, annonce qu'il va, en partenariat avec le syndicalisme, provoquer une nouvelle réunion sur ce sujet où la Chambre prendrait ses responsabilités. Thierry Vatin, directeur de la DDEA, précise de son côté qu'il faut tenir compte des problèmes et des particularités locales, tout en indiquant qu'il compte s'investir personnellement sur ce dossier.

Concernant les enveloppes attribuées à l'élevage, Judith Carmona, pour la Confédération paysanne, souligne qu'elles étaient loin de répondre aux attentes des éleveurs de notre département.

Une belle giboulée de messages donc, plus ou moins subliminaux, adressés en chœur à une administration, de toute évidence, quelque peu critiquée par la galaxie agricole.

Jean-Paul Pelras

